



Comité Technique de Réseau

CTR Terre

Paris, le 30 juin 2022

DECLARATION LIMINAIRE UNSA DEFENSE

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs,

Pour l'UNSA Défense, le CTR est un moment d'échange, de dialogue et de communication. Le fait d'être réuni en présentiel n'a pas de commune mesure et les élus UNSA Défense se réjouissent de la fin des CTR en audio et visioconférence.

La situation internationale confirme la nécessité d'avoir une armée dotée de suffisamment de moyens humains et matériels dimensionnés, c'est-à-dire adaptés et opérationnels rapidement, pour répondre aux potentiels conflits. Le personnel civil a toute sa place dans ce dispositif **mais** l'AdT doit le montrer en faisant tout le nécessaire pour être attractive et pour fidéliser ses personnels.

Maintenance étatique et privée

Depuis de nombreuses années l'UNSA Défense dénonce les externalisations à outrance et la perte du savoir-faire. Le personnel civil, tout comme le personnel militaire montre sa réactivité et l'intérêt d'une maintenance étatique. Cette dernière fonctionne à condition de ne pas être tributaire du bon vouloir de la sphère privée notamment au regard des délais d'approvisionnement des pièces de rechange. Il faut arrêter le flux tendu et mettre en place une réelle logistique intégrée pour les nouveaux matériels et réintroduire des stocks de l'Etat jusqu'à la fin de service pour les matériels vieillissants, si l'on veut respecter les DTO fixés.

La maintenance étatique c'est aussi le fruit d'un recrutement adapté aux besoins opérationnels et aux besoins en base arrière. C'est aussi savoir anticiper les formations ad hoc par rapport aux matériels vieillissants et nouveaux. Pour l'UNSA Défense, anticiper, c'est prévoir et non subir.

Pour l'UNSA Défense, la maintenance étatique doit être dotée de moyens d'infrastructure et humains à l'instar du standard industriel privé, mais sans la recherche absolue de gain de productivité. La finalité opérationnelle doit primer sur les marges financières. Pour le soutien des unités, il est inacceptable d'attendre une série de 10 pour qu'une réparation soit pris en charge !





Marché de soutien des Equipements champs de tir (ECT)

Lors du dernier CTR, l'UNSA Défense avait demandé le coût de ce marché. Il nous avait été répondu : « on ne peut pas le divulguer ». Néanmoins, l'UNSA Défense réitère sa demande.

SCORPION

Pour l'UNSA Défense, le manque de concertation avec les organisations syndicales pour l'arrivée du Groupement Momentané d'Entreprise (GME) pour intervenir sur l'engin blindé de reconnaissance et de combat JAGUAR au détachement du 4^{ème} RMAT de Canjuers, est une énième provocation de l'AdT et démontre le peu de considération accordée au personnel civil.

Le personnel civil n'est pas l'ennemi de l'armée de Terre et les élus UNSA Défense tiennent à rappeler ici que les besoins opérationnels exigés rapidement sont essentiellement fournis par la réactivité des personnels civils. Pas sûr que cette souplesse existe avec l'industriel.

MCO-A au sein de l'ALAT

L'ALAT se félicite d'avoir une meilleure disponibilité grâce aux choix d'externalisation.

L'UNSA/Défense s'interroge :

« Comment est-il possible de comparer ce qui n'est pas comparable ? »

Il aurait été certainement pertinent de comparer si les moyens en place l'étaient : personnel uniquement dédié à la maintenance, mise en place d'un stock de rechange local et d'un système de livraison efficace. Avec les mêmes moyens, vos « maintenanciers » auraient fait aussi bien.

La « verticalisation » avec le choix d'un prestataire unique montre ses limites, de par le manque de souplesse pendant le contrat et les complications des appels d'offre en fin de marché.

Pour l'UNSA Défense, il est nécessaire de maintenir une maintenance étatique si on veut réagir rapidement aux contraintes opérationnelles, comme il est absolument impératif de conserver les compétences pour pouvoir s'assurer du niveau de prestations de l'industriel. Cela implique de réfléchir à notre attractivité en terme de recrutement, de fidélisation et de parcours professionnel.

Télétravail

Le télétravail est un dispositif qui ne doit pas uniquement être applicable à l'échelon central. L'administration terre est assez frileuse sur l'octroi du télétravail et l'UNSA Défense souhaiterait une meilleure acceptation des demandes. Nous savons, bien sûr, que tous les emplois ne sont pas





télétravaillables. Néanmoins l'AdT doit se doter en moyens pour répondre aux demandes des agents.

Recrutement

Pour l'UNSA Défense, si l'AdT se veut attractive et fidéliser ses personnels (fonctionnaires, contractuels, OE, apprentis), elle doit être créative et faire le nécessaire.

On est loin de ces vœux pieux. En effet deux exemples nous interpellent :

- Des ATMD ont vu leur dossier d'embauche OE au sein de l'AdT refusé car ils étaient déjà au sein de l'AdT et dans le même périmètre employeur. Pour mémoire, lors d'un ancien CTR, il nous avait été dit que les ATMD pouvaient passer des essais d'embauche d'OE. On nous aurait menti ???
- Le projet PACOME qui n'a aucune attractivité, notamment les conditions de stage de formation de 3 semaines à Bourges. L'unique intérêt de ce parcours professionnel serait de pouvoir, éventuellement, passer ICDHC à condition d'accepter une fin de carrière en région Parisienne. Naturellement nous aurons l'occasion d'en reparler lors de ce CTR.

Apprentissage

Pour l'UNSA Défense, le constat est amer au regard des recrutements effectués. Nous en revenons toujours au même à savoir l'attractivité puis la fidélisation des agents.

MCO Terre

Lors de notre DL du dernier CTR, nous avons dit que nous aimerions connaître le coût de la non qualité des matériels devant être repris dans nos ateliers suite à une visite ou réparation chez nos partenaires ? Sans réponse à ce jour...

Pour l'UNSA Défense, nous le répétons, le MCO.T étatique a toute sa place, encore faut-il lui en donner les moyens.

Système Informatique (SI) et logiciels

L'UNSA Défense constate que les systèmes informatiques et logiciels changent souvent, ce qui implique des contraintes de travail pour les agents :

- Surcharge de travail,
- Logiciel parfois inadapté
- Manque de formation ou arrivant trop tard,





- Problématique des droits ouverts pour l'utilisation des logiciels.

Il est urgent de concerter les principaux intéressés quant à leurs besoins et d'arrêter d'acheter « des contrats » mal cadrés.

Pour conclure, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les élus UNSA Défense vous remercient de votre attention et vous souhaitent à toutes et à tous de bonnes vacances d'été malgré le contexte social, sanitaire et international.

